

I. CONTEXTE GENERAL

1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE ET SOCIO-DEMOGRAPHIQUE

Situé à l'ouest du Continent africain, le Sénégal est limité au Nord et au Nord-Est par la Mauritanie, au Sud-Est par le Mali, au Sud par la Guinée et la Guinée-Bissau. Au centre, la Gambie constitue une enclave d'une superficie de 10.300 km². Il s'étend sur une superficie de 196.722 km² et est divisé en onze régions administratives.

Sa population estimée à 9,5 millions d'habitants en 2000, s'accroît à un rythme annuel de 2,7%. Environ 58 % de la population a moins de 20 ans et 61 % de la population totale vit dans les zones rurales.

1.2. SITUATION POLITIQUE

A son accession à la souveraineté internationale en 1960, la République du Sénégal s'est dotée d'un régime présidentiel, avec un Président qui définit la politique de la nation exécutée par le Gouvernement dirigé par un Premier Ministre. Le contrôle des actions de l'exécutif est assuré par une Assemblée Nationale élue au suffrage universel direct. Le pouvoir judiciaire est exercé par le Conseil Constitutionnel, la Cour de Cassation, le Conseil d'État, la Cour des Comptes et les Cours et Tribunaux.

Au plan politique, le Sénégal a opté pour le multipartisme intégral depuis 1981. Il compte aujourd'hui plus d'une soixantaine de partis politiques dont treize sont représentés à l'Assemblée Nationale et a adopté une nouvelle constitution par référendum en Janvier 2001.

Parallèlement à ces changements, les médias connaissent un véritable essor et comptent aujourd'hui une quinzaine de journaux quotidiens, cinq hebdomadaires, et, avec l'ouverture de la bande FM plusieurs radios privées.

Le Sénégal, république laïque, est communément cité comme un pays de tolérance ethnique et religieuse toutefois, la stabilité du pays continue d'être affectée par une rébellion indépendantiste au sud du pays.

1.3. SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Avec la dévaluation du franc CFA de 1994, le Sénégal a initié la mise en œuvre d'une stratégie globale visant à renforcer la compétitivité globale du pays (promotion du secteur productif, mise en place d'un environnement favorable à l'investissement privé...) tout en améliorant le niveau de développement humain. Mais le retour de la croissance économique et l'assainissement financier n'ont pas été accompagnés d'une amélioration de la situation sociale.

Le Sénégal n'a pas encore réussi l'objectif de l'éducation universelle au niveau de l'enseignement primaire, le taux brut de scolarisation se situe à environ 70 %, tandis que le taux global est estimé à 32 % ; l'analphabétisme touche encore la moitié de la population ; les indicateurs de santé demeurent en deçà des normes de l'OMS, même si le

Sénégal est cité comme pays référence en Afrique dans la lutte contre le VIH/SIDA et la malnutrition touche de plus en plus les populations notamment les plus vulnérables (les femmes, les enfants et les ménages sans revenus).

Les conditions d'hygiène individuelle et collective et d'assainissement demeurent précaires. En matière de distribution de l'eau potable, avec 28 litres/hbt/jour en milieu rural, le Sénégal est en deçà des normes OMS (35 l/J/personne). La proportion des ménages en dessous du seuil de pauvreté en 1994 est passé de 58% à 53.9% en 2000 selon les données de l'ESAM II (2001) toutefois, cette baisse s'est accompagnée d'une aggravation des inégalités.

Malgré les efforts déployés pour améliorer l'accès aux services sociaux de base, la structure des dépenses publiques montre que le Sénégal est encore loin des objectifs de l'initiative 20/20 auxquels il s'est engagé. Le poids de la dette constitue un handicap majeur à une allocation efficiente des ressources publiques en faveur des secteurs sociaux et conduit à la réduction des capacités de redistribution de l'Etat et au ralentissement du développement des infrastructures sociales. Pour atteindre l'objectif de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015, le Gouvernement devra mettre en place de manière soutenue, une politique économique et sociale permettant de relever significativement ses performances socio-économiques.

Cette amélioration du cadre macro-économique dans un contexte de croissance faiblement redistributrice et pauvreté massive a conduit le Gouvernement à revoir ses stratégies de développement au cours de la seconde moitié de la décennie 90. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer le Programme élargi de Lutte contre la Pauvreté initié en 1998 et dont les interventions ont concerné les régions de Dakar, Diourbel, Saint-Louis et Tambacounda.

Toutefois, le consensus enregistré ces dernières années au niveau de la communauté internationale sur la problématique de la lutte contre la pauvreté a conduit le Gouvernement à formuler en 2001 un Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) à la suite de son éligibilité à l'Initiative PPTÉ renforcée. Le Gouvernement a également adopté en 2002 un Programme national de bonne gouvernance qui est une condition de base pour la réussite de la stratégie de réduction de la pauvreté.

II. LA STRATEGIE

2.1 PRINCIPES GENERAUX

Ils découlent des orientations du DSRP qui expriment la volonté du Gouvernement de réduire la pauvreté de 50 % d'ici l'an 2015. Le DSRP qui constitue le cadre de référence de toute action en matière de pauvreté tire ses principes génériques des orientations du NEPAD et du X^e plan.

En appui aux politiques et stratégies qui seront mises en application l'Etat s'attachera aussi à poursuivre et approfondir la décentralisation, notamment en assurant un appui pour le développement institutionnel des collectivités locales notamment en ce qui concerne le système de la fiscalité locale.

La stratégie d'intervention du PNUD doit s'articuler autour de l'appui au dialogue des politiques nécessaire à la bonne conduite des politiques de développement humain, à la prise en compte des objectifs du millénaire. Elle doit également tirer les leçons du passé, prendre en compte la pratique des autres bailleurs de fonds, du processus de la décentralisation et des réalités locales.

Les ressources destinées au programme doivent épouser le cadre prévu par le DSRP pour tout le cycle des projets et programmes relevant de la mise en œuvre de la DSRP qui se trouve placée sous le signe de la participation, pour une meilleure absorption des ressources.

L'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre du PELCP-PNUD constitue le principal axe stratégique du programme. Il s'agit de consolider cette expérience en insistant davantage sur la promotion des conditions d'existence durable.

2.2 LE PARTENARIAT

Le partenariat acquis durant l'exécution du PELCP-PNUD doit également être consolidé et amplifié en favorisant la complémentarité de l'action du PNUD avec celles des agences du SNU et des autres sources de financement multilatérales et bilatérales même si ce partenariat a beaucoup plus pris l'allure de la sous-traitance. Dans cette perspective il s'agit d'insister davantage sur les projets en cours de réalisation sur le mode du partenariat plutôt que d'initier en solo d'autres programmes. L'unicité de la coordination opérationnelle des programmes de lutte contre la pauvreté au sein d'un seul département technique (le ministère chargé du développement social) devrait faciliter ce partenariat à travers les instances de pilotage de ces programmes.

Au niveau local, le partenariat doit être conduit par un manager d'antenne locale responsabilisé. Il doit être le fruit de négociations avec les partenaires et scellés par un protocole. Parmi les partenaires, il est important de faire la différence entre :

- les structures administratives liées aux exécutifs régionaux et à l'administration centrale (l'ARD)
- le conseil régional
- l'administration territoriale (Gouverneur et sous-préfet)
- les services administratifs déconcentrés (CERP et autres services)
- les projets de développement
- le secteur privé

Avec chacun de ces acteurs et selon la spécificité de l'activité nécessitant le partenariat, le manager de l'antenne doit s'efforcer de préciser le champ du partenariat et les indicateurs de performance à atteindre au cours et à la fin du partenariat.

Compte tenu de la nature des activités que devrait mener le manager de l'antenne dans le cadre du programme d'appui du PNUD, une attention particulière doit être accordée au partenariat avec l'ARD. En effet, l'ARD de par sa mission de coordination du développement régional peut être un levier important voire déterminant dans le cadre du partenariat.

Elle est organisée par le décret n°359-98 du 5 mai 1998 fixant l'organisation et la mise en place des ARD. Elle est pilotée par un conseil d'administration comprenant les représentants de toutes les collectivités locales (communes, communautés rurales et région) qui est présidé par le président du conseil régional. Elle comporte un bureau présidé par la président du conseil régional et un comité technique regroupant l'ensemble des chefs de service de la région. Enfin, elle est dirigée par un directeur nommé par décret.

L'ARD dispose d'un budget alimenté par les fonds de dotation de la région et par les contributions des collectivités locales à son fonctionnement. Dans le cadre de l'appui à la décentralisation, l'Union Européenne à travers le projet d'appui aux régions (PAR) alloue directement aux ARD (sous la forme d'une convention Etat/ARD) un budget dont le Directeur est l'ordonnateur direct et des moyens matériels (véhicule et équipements). Ces ressources vont servir aux études, à l'élaboration d'instruments de planification... La GTZ dans les régions de Fatick et de Kaolack fait aussi des ARD des deux régions des partenaires importants.

La partenariat avec l'administration territoriale, notamment le gouverneur et le sous-préfet compte tenu de l'orientation du programme vers le monde rural devrait permettre au manager de l'antenne local de s'assurer de la collaboration des services régionaux et de la bonne circulation de l'information dans le cadre des CRD et des CLD qui sont des cadres de coordination de l'action de l'Etat au niveau régional et local.

Les CERP sont devenus pour beaucoup de programmes et de projets de lutte contre la pauvreté des partenaires importants dans l'identification des projets, leur formulation et leur suivi. Ainsi, le PROMER, le projet Plateformes multifonctionnels de l'ONUDI... s'appuient sur ces structures par le biais de protocoles d'accord. Le manager de l'antenne selon les spécificités des interventions devrait recourir à des ententes de ce type et tirer parti de la connaissance des opportunités de partenariat sur le terrain.

Pour les autres services techniques, les relations dépendront des activités à mener : exemple à Tambacounda, l'expérience menée par le DRDR départemental en matière de formation des bénéficiaires dans le domaine des micro-jardins pourrait être d'un apport important dans le soutien aux handicapés, séropositives et personnes âgées chefs de famille pauvres compte tenu de la nature de l'activité (pénibilité peu importante, déplacement limité et activité susceptible d'être menée à domicile) et des opportunités de création de revenus au jour le jour.

2.3 LE RENFORCEMENT DES CAPACITES :

L'expérience passée du PELCP a montré que le renforcement des capacités a consisté en un ensemble de formations qui ont permis à certains bénéficiaires jeunes, novices ou n'ayant jamais exercé un métier de s'informer sur des opportunités de création revenus. Pour certains, la formation restait à être complétée pour une meilleure maîtrise du métier. Dans cette phase, il faudrait renoncer à la formation massive et lier la formation à l'action : en d'autres termes, le bénéficiaire de la formation doit être accompagné ou doit être porteur d'un projet dont l'exécution se fera aussi après la formation reçue.

2.4 L'ORIENTATION DES INTERVENTIONS EN MILIEU RURAL VERS DES AGR ARTICULEES AVEC LA GRN POUR LA PROMOTION DES MOYENS D'EXISTENCE DURABLES :

L'orientation des activités vers le milieu rural impose une mode opératoire qui permette une promotion des moyens d'existence durable. Cela suppose une exploitation rationnelle des ressources naturelles susceptible de permettre aux population de disposer de revenus stables.

Dans ce cadre également, la transformation des productions locales à de fins de création et d'accroissement de valeur ajoutée afin de contribuer à fixer les populations dans les terroirs est essentielle dans la stratégie des interventions proposées.

2.5 L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILITE DU MANAGER DE L'ANTENNE

La lutte contre la pauvreté nécessite de la proximité et de la rapidité dans l'intervention. Les exigences de proximité et de célérité font que l'antenne doit être managé par un responsable qui aura la capacité d'identifier des opportunités et de discuter directement avec les acteurs et partenaires et nouer un partenariat et être évalué sur la base des résultats obtenus. En milieu décentralisé, la diversité des intervenants et des interventions fait naître une concurrence que les populations instrumentent au détriment des exigences de développement et fait que le management est devenu une exigence si l'on ne veut pas se limiter à la simple duplication des actions menées par les autres.

2.6 LA SOUS-TRAITANCE

Elle est une modalité majeure de mise en œuvre de ce programme dès lors que l'option est la mise en place d'une équipe légère, flexible et autonome. Avec l'existence d'ONG, d'associations, de bureaux d'études et de consultants individuels dans les zones d'intervention, le choix est diversifié et permet au programme de procéder à des choix judicieux. L'appui des experts assistants de la coordination du programme aidera à formaliser et donc à codifier la modalité. En effet, la phase passée de l'exécution du PELCP-PNUD a permis de capitaliser diverses expériences avec les prestataires susceptibles de permettre à l'équipe de gestion du programme de mieux maîtriser la modalité. Les partenaires traditionnels du PNUD dont Réseau Afrique 2000, Life... seront mis à contribution dans les zones où ils ont accumulé des expériences profitables au programme.

III. CADRE DE RESULTATS DU PROGRAMME

3.1 Coordination générale

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration de l'absorption des ressources du DSRP		Un partenariat sera établi avec la BM (AFDS) la GTZ, l'UE, la BAD (PLC), l'ACBF (UPE)		
Objectif immédiat : Amélioration du pilotage du DSRP				
Produit Recherché n° 1 : Les procédures de mise en œuvre du DSRP sont maîtrisées et améliorées				
Activités majeures	cibles	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
Total			255	
1. le suivi de l'exécution des projets et programmes par les services dépeniers est mieux assuré	MEF (CLP, DB, DT, DDI)	PNUD, BM (AFDS), UE, GTZ	75	
2. le renforcement des capacités des personnels des services impliqués, au suivi des procédures est assuré	MEF (CLP, DB, DT, DDI, DCEF)	PNUD, BM (AFDS), UE, GTZ	75	
3. l'information et la sensibilisation des décideurs sur les actions et mesures urgentes	MEF (CLP), MDS	PNUD, BM (AFDS), UE, GTZ	75	
4. les capacités de gestion macroéconomique et budgétaire sont assurées	MEF (DP, DPS, DB, DTCP)	PNUD, ACBF (UPE) BM (AFDS), GTZ, UE	30	

Suite

Effet recherché		Partenariat		
Harmonisation des stratégies de lutte contre la pauvreté et des pratiques des projets et programmes		Un partenariat sera établi avec la BM, la GTZ, l'UE		
Objectif immédiat : Amélioration de l'efficacité des actions de lutte contre la pauvreté				
Produit Recherché n° 1 : Les capacités du BCP du MDS sont renforcés				
Activités majeures	cibles	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
Total			129	
1. les stratégies de lutte contre la pauvreté développées par les projets et programmes sont harmonisées	MDS	PNUD, BM (AFDS), BAD (PLCP)	59	
2. le renforcement des capacités du BCP du MDS est assuré	MDS (BCP)	PNUD, BM (AFDS), BAD (PLCP)	70	

Suite

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration de la communication sur le DSRP		Un partenariat sera établi avec la BM (AFDS) la GTZ, la BAD (PLCP)		
Objectif immédiat : Amélioration des conditions du dialogue sur les politiques publiques				
Produit Recherché n° 1 : La mise en œuvre du DSRP est partagée par la société civile et par les acteurs				
Activités majeures	cibles	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
Total			330	
1. l'élaboration du portail du développement,	MEF (CLP, DPS)	PNUD, BM (AFDS), BAD (PLCP)	20	
2. élaboration du SIG, du Site WEB,	MEF (CLP, DPS)	PNUD, BM (AFDS), BAD (PLCP)	25	
3. édition du bulletin d'informations et des rapports annuels d'avancement	MEF (CLP, DPS)	PNUD, BM (AFDS), BAD (PLCP)	45	
4. élaboration et édition du RNDH	MEF, MDS	PNUD, MEF, MDS	100	
5. observatoire national pour le suivi qualitatif de la pauvreté	MDS, Cellule Société civile CONGAD, MEF	PNUD, GTZ, MEF	60	
6. observatoires régionaux pour le suivi qualitatif de la pauvreté (4 régions)	ARD, Société civile, MEF, MDS	PNUD, GTZ, MEF ACBF(UPE), ACDI	80	

Suite

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales et urbaines handicapés par le VIH ou par d'autres types de handicapés et personnes du troisième âge chefs de famille		Un partenariat sera établi avec le PNUCID, PSSA – FAO, le PNMLS		
Objectif immédiat : Accroissement des sources de revenus des personnes vulnérables				
Produit Recherché n° 1 : Un nombre important de micro-projets et Petites et Moyennes Entreprises sont financés et créent des revenus pour les personnes les plus vulnérables.				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
Total			306	
1. lutte contre la drogue	Dakar Thiaroye et bnlieue	PNUD, FAO PNUCID, PNMLS	56	
2. promotion économique des personnes vivant avec le VIH	Saint Louis, Louga, Fatick, Kaolack, Tambacounda	PNUD, FAO, PNMLS (BM)	150	
3. Promotion économique des handicapés physiques et des personnes âgées ayant en charge des familles	Saint Louis, Louga, Fatick, Kaolack, Tambacounda	PNUD	100	

3.2 Antenne de Saint Louis

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : Plan International, PPMEH, FAO		
Objectif immédiat : Diversification et accroissement des sources et revenus en milieu rural				
Produit Recherché n° 1 : Un nombre important de micro-projets et Petites et Moyennes Entreprises sont financés et créent des emplois.				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
<u>FAIL</u>			<u>733</u>	
5. Financement de micro-projets	CR de Gandon, Sakal, Nguène Sarr,	PNUD, Plan International, Hunger Project	388	
6. Mise en place d'ateliers d'embouche	CR de Gandon, Sakal, et Nguène Sarr	PNUD	200	
7. Mise en place d'unités avicoles	CR de Gandon, Sakal, et Nguène Sarr	PNUD	100	
8. Mise en place d'un étang Piscicole	CR de Gandon	PNUD, FAO	45	

Antenne de Saint Louis (suite)

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : Plan International, PPMEH, FAO		
Objectif immédiat : Diversification et accroissement des sources et revenus en milieu rural				
Produit Recherché n° 2 : Les compétences techniques et en gestion des bénéficiaires de projets sont améliorées				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
<u>RENFORCEMENT DE CAPACITES</u>			<u>55</u>	
1. Formation technique des bénéficiaires du FAIL	CR de Gandon, Sakal, Nguène Sarr	PNUD	38,5	
2. Formation en gestion des CIVD	CR de Gandon, Sakal, Nguène Sarr	PNUD	16,5	

Antenne de saint Louis (suite)

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : PPMEH et Services Techniques et les CERP		
Objectif immédiat : Intensification des systèmes de production agricoles et gestion durable des ressources naturelles				
Produit Recherché n° 1 : Les rendements agricoles sont accrues et le milieu naturel préservé				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
<u>GESTION DES RESSOURCES NATURELLES</u>			<u>450</u>	
1. Vulgarisation des Techniques de RNA ¹	CR de Gandon, Mpal Nguène Sarr, Sakal	PNUD	75	
2. Vulgarisation du Fourneau Ban Ak Suuf	CR de Gandon, Mpal Nguène Sarr, Sakal	PNUD	75	
3. Vulgarisation des Fosses compostières	CR de Gandon, Mpal Nguène Sarr, Sakal	PNUD	75	
4. Production de semences	Gandon, Sakal, Nguène Sarr, Mpal	PNUD	225	

¹ Régénérescence Naturelle Assistée

Antenne de saint louis (suite)

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : PNIR, Plan International, DISC		
Objectif immédiat : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base				
Produit Recherché n° 1 : Infrastructures et équipements prioritaires réalisés				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
<u>INFRASTRUCTURES SANITAIRES ET SCOLAIRES</u>			<u>102</u>	
1. Construction d'infrastructures scolaires	CR de Mpal	PNUD, Plan International, PNIR, JICA	65	
2. Construction d'infrastructures sanitaires	CR de Mpal	PNUD, Plan International, PNIR, DISC	37	

3.3 Antenne de Fatick

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : le pro CR, la Fondation Konrad Adenauer, le POGV, le PAPEL, le PROMER le projet ONUDI, le PAGERNA		
Objectif immédiat : Diversification et accroissement des sources et revenus en milieu rural				
Produit Recherché n° 1 : Un nombre important de micro-projets et Petites et Moyennes Entreprises sont financés et créent des emplois.				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
<u>FAIL</u>			<u>1.326</u>	
1. Financement de micro-projets	CR de Ngoye, Patar Sine, Niakhar Ngayokème Diakhao, Ndiob, Ouadiour, Malèm Hoddar.	PNUD, Fondation Konrad Adenauer, POGV, PAGERNA	474	
2. Mise en place d'ateliers d'embouche	CR de Ngoye, Patar Sine, Niakhar Ngayokème Diakhao, Ndiob, Ouadiour, Malèm Hoddar,	PNUD, PAPEL, POGV	411	
3. Mise en place d'unités avicoles	CR de Ngoye, Patar Sine, Niakhar Ngayokème Diakhao, Ndiob, Ouadiour, Malèm Hoddar,	PNUD, PAPEL,, POGV	300	
4. Mise en place d'unités semi-industrielles de transformation de céréales	CR de Niakhar et de Diakhao	PNUD, ONUDI	84,6	
5. Mise en place d'une unité de transformation de pâte d'arachide	CR de Malèm Hoddar	PNUD, ONUDI PROMER	28,2	
6. Mise en place d'unité de transformation de pain de singe	CR de Malèm Hoddar	PROMER, ONUDI, PROMER	28,2	

Antenne de Fatick (suite)

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : le PROMER		
Objectif immédiat : Diversifier et accroître les sources et les revenus en milieu rural				
Produit Recherché n° 2 : Les compétences techniques et en gestion des bénéficiaires de projets sont améliorées				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
RENFORCEMENT DE CAPACITES			146	
1. Formation technique des bénéficiaires du FAIL	CR de Ngoye. Patar Sine. Niakhar Ngayokème Diakhao, Ndiob. Ouadiour, Malèm Hoddar.	PNUD PROMER	102	
2. Formation en gestion des CIVD	CR de Ngoye. Patar Sine. Niakhar Ngayokème Diakhao, Ndiob. Ouadiour, Malèm Hoddar.	PNUD	44	

Antenne de Fatick (suite)

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : le PAGERNA, le POGV, le pro CR , Vision Mondiale		
Objectif immédiat : Intensification des systèmes de production agricoles et gestion durable des ressources naturelles				
Produit Recherché n° 1 : Les rendements agricoles sont accrues et le milieu naturel préservé				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES			900	
1. Vulgarisation des Techniques de RNA	CR de Ngayokème, Niakhar, Patar, Ndiob Diakhao, Ouadiour	PNUD	75	
2. Vulgarisation du Fourneau Ban Ak Suuf	CR, Ngayokème, Niakhar, Patar, Ndiob, Diakhao, Ouadiour)	PNUD	75	
3. Vulgarisation des Fosses compostières	CR de Ngayokème, Niakhar, Patar, Ndiob, Diakhao, Ouadiour)	PNUD, POGV	75	
4. Production de semences	CR de Ngayokème, Niakhar, Patar, Ndiob, Diakhao, Ouadiour et Malèm Hoddar	PNUD, Pro CR, POGV	395	
5. Reboisement	CR de Niakhar, Patar, Diakhao,)	PNUD	45	
6. Mise en place de périmètres Maraichers	CR de Niakhar, Patar Sine, Diakhao,	PNUD, POGV	235	

Antenne de Fatick (suite)

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : le pro CR, Vision Mondiale		
Objectif immédiat : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base				
Produit Recherché n° 1 : Infrastructures et équipements prioritaires réalisés				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
<u>INFRASTRUCTURES SANITAIRES ET SCOLAIRES</u>				
1. Construction d'infrastructures scolaires	CR de Diakhao, Ndiob, Malèm Hoddar	PNUD, pro CR , JICA	50	
2. Construction d'infrastructures sanitaires	CR de Diakhao, Ndiob, Malèm Hoddar	PNUD, pro CR . Vision Mondiale	36	
			86	

3.4 Antenne de Tambacounda

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : PROMER, ONUDI, PLCP BAD FND, La MFR, la LVIA-EAU VIVE		
Objectif immédiat : Diversification et accroissement des sources et revenus en milieu rural				
Produit Recherché n° 1 : Un nombre important de micro-projets et Petites et Moyennes Entreprises sont financés et créent des emplois.				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
<u>FAIL</u>				
1. Financement de micro-projets	CR de Missirah, Dialcoto, Koussanar, Koumpétoum	PNUD, PLCP-BAD (Missirah et Koussanar)	394	
2. Mise en place d'ateliers d'embouche	CR de Koussanar, Koumpétoum	PNUD, PLCP-BAD (Koussanar)	205	
3. Mise en place d'unités laitières	CR de Missirah, Koussanar, Koumpétoum	PNUD, ONUDI, PLCP-BAD	160	
Mise en place d'unités semi-industrielles de transformation de céréales	CR de Koumpétoum	PNUD, ONUDI, PROMER	40	
4. Développement de l'apiculture	CR de Dialocoto	PNUD MFR (Maisons Familiales Rurales de Thiès), PROMER	20	

Antenne de Tambacounda (suite)

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : PROMER, ONUDI, PLCP BAD FND, La MFR, la LVIA-EAU VIVE		
Objectif immédiat : Diversifier et accroître les sources et les revenus en milieu rural				
Produit Recherché n° 2 : Les compétences techniques et en gestion des bénéficiaires de projets sont améliorées				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
<u>RENFORCEMENT DE CAPACITES</u>				
1. Formation technique des bénéficiaires du FAIL	CR de Missirah, Dialocoto, Koussanar, Koumpétoum	PNUD LVIA-EAU VIVE (Dépt de Tamba) PROMER	45	
2. Formation en gestion des CIVD	CR de Missirah, Dialocoto, Koussanar, Koumpétoum	PNUD LVIA-EAU VIVE (dépt de Tamba)	20	

Antenne de Tambacounda (suite)

Effet recherché		Partenariat		
Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles		Un partenariat sera établi avec les projets et partenaires intervenant dans les différentes communautés rurales ciblées : le PROGEDE, le PNIR, la LVIA-EAU VIVE, Le PLCP-BAD, le GADEC.		
Objectif immédiat : Intensification des systèmes de production agricoles et gestion durable des ressources naturelles				
Produit Recherché n° 1 : Les rendements agricoles sont accrues et le milieu naturel préservé				
Activités majeures	Zones ciblées	Bailleurs et Partenaires	Apports (millions FCFA)	
			PNUD	Autres
			379	
<u>GESTION DES RESSOURCES NATURELLES</u>				
1. Vulgarisation des Fosses compostières	CR de Missirah, Koussanar, Koumpétoum	PNUD LVIA-EAU VIVE	75	
2. Mise en place de périmètres Maraîchers	CR Missirah, Dialocoto	PNUD, le GADEC PLCP-BAD (Missirah)	105	
3. Développement de l'arboriculture	CR de Missirah, Dialocoto	PNUD, le GADEC	80	
4. Aménagement de la ferme des jeunes et des femmes de Koussanar	CR de Koussanar	PNUD PNIR PLCP-BAD Commune de St.Cyr	45	
5. Diversification des cultures : sésame	CR de Koussanar Koumpétoum	PNUD, CRS (Catholic Relief Service)	29	
6. Intensification du sorgho	CR de Koussanar	PNUD	25	
7. Lutte contre les feux de brousse	CR de Koussanar	PNUD, PROGEDE	20	

IV. ARRANGEMENTS DE GESTION DU PROGRAMME

Le ministère chargé du développement social a en charge la coordination du programme conformément aux dispositions du décret 2002 – 1122 du 14 novembre 2002.

4.1 DISPOSITIF DE GESTION TECHNIQUE DU PROGRAMME D'APPUI DU PNUD AU DSRP

L'organe de gestion du programme d'appui du PNUD s'articule autour d'une équipe de coordination au niveau central et des managers d'antennes au niveau régional. L'équipe centrale composée de l'expert coordonnateur et d'experts assistants chargés des questions économiques, sociales et agro-alimentaire – genre – sida va assurer la cohérence des interventions et soutenir les managers des antennes dans l'élaboration des protocoles, leur suivi et leur évaluation. Ces experts assistants du niveau central vont s'impliquer dans les activités d'appui à la mise en œuvre du DSRP et dans le partenariat avec les agences du Système des Nations Unies. Ils vont faciliter l'harmonisation des procédures et contenu des principes sur lesquels repose le programme : le partenariat, la sous-traitance... Cet organe de gestion assure la gestion technique et financière du programme selon les procédures de l'exécution nationale (cf. manuel de procédures de l'exécution nationale).

La mise en place d'antennes légères articulées autour d'un manager d'antenne, un expert senior et d'un personnel d'appui (un chauffeur, un (e) secrétaire comptable, un agent de service) est suffisante pour conduire le programme au niveau local. Pour réduire la charge de travail du manager surtout au moment de la mise en place de l'antenne et pour aider à la connaissance de la situation de référence préalable à la préparation des protocoles, il peut être utile de prévoir un expert assistant au chef d'antenne à titre temporaire selon une formule contractuelle (contrat de consultance) sachant que les experts de la coordination viendront également en appui.

Cette équipe légère devra activer le faire faire et assurer la participation du programme à toute la vie économique et sociale locale. Il s'agit des cadres de coordination locaux que sont les CRD, les CLD, les Cadres de concertation, les réunions du comité technique de l'ARD, les réunions des bailleurs de fonds présents dans la zone, les réunions des ONG et autres partenaires techniques etc.

4.1.1. Moyens humains du programme

Le programme d'appui du PNUD devrait disposer de deux catégories de personnel, des experts et un personnel d'appui soit un total d'une vingtaine d'agents.

4.1.1.1. Personnel expert

Au total, le programme devrait disposer en plein régime de sept (7) experts :

- un Economiste Principal, Coordonnateur du programme,
- un expert économiste chargé des questions économiques
- un Expert socio--économiste chargé des questions sociales;
- un Expert chargé des questions agro-alimentaires et des questions de genre et de Sida

- un Expert socio-économiste chargé de manager l'antenne de Saint-Louis
- un Expert socio-économiste chargé de manager l'antenne de Fatick
- un Expert socio-économiste chargé de manager l'antenne de Tamabacounda

En plus de ces experts, le Projet pourrait s'attacher, en cas de besoin, d'assistants qui seraient recrutés à temps partiels pour appuyer les managers d'antennes particulièrement au moment de la mise en place des antennes.

4.1.1.2. Personnel d'appui

Personnel d'appui du niveau central (coordination technique du programme)

L'équipe d'experts est appuyée par un personnel administratif comprenant les agents suivants :

- une secrétaire au niveau de la coordination du programme;
- un assistant administratif et financier ;
- un agent de liaison (planton) ;
- deux chauffeurs (dont un à la disposition du coordonnateur et un à la disposition des experts de la coordination).
- un agent nettoyeur ;
- un gardien

Personnel d'appui du niveau des trois antennes (Saint-Louis, Fatick et Tambacounda)

Les managers des antennes sont appuyés par un personnel administratif comprenant :

- un (e) secrétaire comptable par antenne ;
- un agent nettoyeur par antenne ;
- un chauffeur par antenne
- un gardien par antenne

4.2 MECANISMES DE SUIVI-EVALUATION DU PROGRAMME D'APPUI DU PNUD AU DSRP

Il sera mis en place une tripartite comprenant :

- le MEF
- le PNUD
- le ministère chargé du développement social

Cette tripartite qui se réunit deux fois par an :

- approuve le plan de travail du programme en début d'année et le budget
- approuve la bilan du programme en fin d'année tant au plan technique qu'au plan financier

Elle est présidée par le MEF ou son représentant et le secrétariat est assuré par le ministère chargé du développement social ou son représentant.

L'ordre du jour est préparé par l'expert coordonnateur technique du programme.

4.3 EVALUATIONS CONTRACTUELLES

Elles sont de deux types :

- l'évaluation externe à mi-parcours
- l'évaluation finale à la fin du programme

D'autres évaluations internes pourront être menées par l'équipe de coordination du programme notamment sous la forme de visites de terrain et de rencontres avec les bénéficiaires.

4.4 LES REVISIONS BUDGETAIRES

Le programme fera l'objet de révisions budgétaires de deux types :

- les révisions ad hoc dues aux modifications de fond dont les variations budgétaires, changements d'objectifs, modifications de la durée du programme...
- les révisions annuelles obligatoires ont pour objet de réaménager la fourniture d'apports déjà prévus.

4.5 AUDIT DE COMPTES

Chaque année, un audit des comptes sera effectué et coordonné par la DDI

4.6 GESTION FINANCIERE

Dans la phase de l'appui du PNUD qui vient de s'achever, les mécanismes de gestion financière du programme prévoyaient une co-signature Coordonnateur national du programme et expert conseiller sous programme 5 pour mouvementer le compte bancaire du programme. La co-signature engage juridiquement le coordonnateur national qui en fait n'intervient aucunement dans la gestion. Pareil dispositif est en fait porteur de risques pour le coordonnateur national en cas de malversations financières et comptables. Pour allier la responsabilité et la signature et souplesse dans le fonctionnement du futur programme, il paraît nécessaire de procéder à une co-signature expert coordonnateur et assistant administratif et financier ceux-là même qui sont impliqués dans la gestion quotidienne du programme sans remettre en cause l'esprit de l'exécution nationale. Sachant que le dispositif de l'audit annuel permet de résoudre totalement la question du contrôle des comptes en plus des contrôles effectués par l'ordonnateur national et le PNUD à l'occasion de l'alimentation du compte. Le coordonnateur national se limitera ainsi à l'exercice de son rôle de technicien et de superviseur à l'occasion des réunions tripartites et des supervisions que le département de tutelle aura à faire régulièrement dans le cadre de ses attributions : la tutelle technique.

VI. RISQUES

Les risques liés à la mise en œuvre du Programme d'appui se présentent comme suit :

- Un retard trop important dans la mise en place des ressources du programme
- La volonté politique du Gouvernement de mettre en œuvre le DSRP
- L'absence d'autonomie des managers d'antennes donc de crédibilité dans la négociation du partenariat
- L'indisponibilité et le manque de motivation des agents de l'administration notamment au niveau local
- Le manque de transparence dans la sélection des experts et consultants nationaux.
- L'absence de coordination entre les partenaires au développement impliqués dans le DSRP
- l'absence de coordination entre les acteurs du développement à la base (ONG, OCB, bureaux d'études...) impliqués dans la sous-traitance

VII. CONTEXTE JURIDIQUE

Le présent document d'appui constitue l'instrument visé à l'article premier, paragraphe 1, de l'accord-type d'assistance de base conclu entre le Gouvernement du Sénégal et le programme des Nations Unis pour le développement, signé le 4 Juillet 1987, par les parties en cause. Aux fins de l'accord-type de base, l'agent d'exécution du pays hôte sera l'organe de coopération décrit dans ledit accord.

Les modifications suivantes ne peuvent être apportées au document d'appui qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD, à condition que celui-ci ait l'assurance que les autres signataires du document d'appui n'ont pas d'objection à l'égard des changements proposés :

1. Les révisions ou compléments apportés aux annexes du Programme d'appui.
2. Les révisions n'ayant pas d'incidence notable sur les objectifs immédiats. les résultats des activités du Programme d'appui, mais qui tiennent à l'évolution de la combinaison des apports déjà convenus ou aux augmentations de coûts dues à l'inflation.
3. Les révisions annuelles obligatoires pour le rééchelonnement de la fourniture des apports prévus dans le Programme d'appui, l'accroissement dû à l'inflation des dépenses d'experts ou d'autres frais. en fonction de la souplesse financière de l'organisme en cause.

VIII. CADRE DES RESSOURCES DU PROGRAMME D'APPUI

8.1. COORDINATION GENERALE :

dépenses de personnel et d'investissements au sein de la coordination du programme et au sein des trois antennes.

		2003	2004	2005	Total
11.00	Experts et Consultants internationaux				
11.99	Sous total				0
13	Personnel d'appui administratif				
13.01	Assistant administratif et financier(1)	8	8	8	24
13.02	Secrétaires (4)	21	21	21	62
13.03	Chauffeurs(5)	13	13	13	40
13.04	Nettoyeurs(4)	5	5	5	14
13.05	Gardiens (4)	6	6	6	18
13.06	Agent de service/messager (1)	2	2	2	5
13.99	Sous total	54	54	54	163
14	VNU				
14.99	Sous total				0
15.00	Déplacements officiels				
15.01	Missions à l'intérieur				
15.99	Sous total				0
16.01	Mission d'évaluation	0	50	50	100
16.99	Sous total	0	50	50	100
17.00	Personnel national				
17.01	Expert national Coordonnateur	24	24	24	72
17.02	Expert national agro-alimentaire, genre et Sida	21	21	21	63
17.03	Expert national socio-économiste	21	21	21	63
17.04	Expert national macro-économiste	21	21	21	63
17.05	Expert national chef d'antenne Saint louis	21	21	21	63
17.06	Expert national chef d'antenne Fatick	21	21	21	63
17.07	Expert national chef d'antenne Tambacounda	21	21	21	63
17.50	Consultants nationaux				
17.99	Sous total	150	150	150	450
17.99	TOTAL PERSONNEL	204	204	204	613
30	Formation				
31.01	Voyage d'étude				0
39.	Sous total				
40	Matériel				
45.01	Equipements non fungibles	46	0	0	46
45.02	Equipements fungibles	18	18	18	54
50	divers				
51.00	Opérations d'entretien	8	8	8	24
52.01	Rapports	2	2	1	5
53.01	Divers	14	14	14	43
59	Sous total	24	24	23	72
99.00	Total du budget en milliards de FCFA	292	297	296	884

Effet 1 : l'absorption des ressources du DSRP est améliorée

		2003	2004	2005	Total
11.00	Experts et Consultants internationaux				
11.01	Consultant international				
11.99	Sous total				0
13	Personnel d'appui administratif				
13.99	Sous total	0	0	0	0
14	VNU				
14.99	Sous total				0
15.00	Déplacements officiels				
15.01	Missions à l'intérieur				
15.99	Sous total				0
16.00	Missions				
16.01	Mission d'évaluation				
16.99	Sous total				
17.00	Personnel national				
17.01	Expert national Coordonnateur				
17.02	Expert national agro-alimentaire, genre et Sida				
17.03	Expert national socio-économiste				
17.04	Expert national macro-économiste				
17.05	Expert national chef d'antenne Saint louis				
17.06	Expert national chef d'antenne Fatick				
17.07	Expert national chef d'antenne Tambacounda				
17.50	Consultants nationaux	50	25	25	100
17.99	Sous total				
17.99	TOTAL PERSONNEL				
20	Sous contrats				
21.01	Sous-contrat				
30	Formation				
31.01	Voyage d'étude				0
32.01	Formation en groupe	50	30	20	100
33.01	Séminaires	20	20	10	50
39.	Sous total	70	50	30	150
40	Matériel				
45.01	Equipements non fongibles				
45.02	Equipements fongibles				
50	divers				
51.00	Opérations d'entretien				
52.01	Rapports	2	2	1	5
53.01	Divers				
59	Sous total				
99.00	Total du budget	122	77	56	255

Effet 2. Harmonisation des stratégies de lutte contre la pauvreté et des pratiques des projets et programmes

		2003	2004	2005	Total
11.00	Experts et Consultants internationaux				
11.01	Consultant international				
11.99	Sous total				0
13	Personnel d'appui administratif				
13.01	Assistant administratif et financier				
13.02	Secrétaires				
13.03	Chauffeurs				
13.04	Nettoyeurs				
13.05	Gardiens				
13.06	Agent de service messenger				
13.99	Sous total				0
14	VNU				
14.99	Sous total				0
15.00	Déplacements officiels				
15.01	Missions à l'intérieur				
15.99	Sous total				0
16.00	Missions				
16.01	Mission d'évaluation				
16.99	Sous total				0
17.00	Personnel national				
17.50	Consultants nationaux	25	25	25	75
17.99	Sous total	25	25	25	75
17.99	TOTAL PERSONNEL				
20	Sous contrats				
21.01	Sous-contrat				
30	Formation				
31.01	Voyage d'étude				0
32.01	Formation en groupe	8	8	8	24
33.01	Séminaires	5	5	5	15
39.	Sous total	13	13	13	39
40	Matériel				
45.01	Equipements non fongibles				
45.02	Equipements fongibles				
50	divers				
51.00	Opérations d'entretien				
52.01	Rapports	5	5	5	15
53.01	Divers				
59	Sous total				
99.00	Total du budget	43	43	43	129

Effet 3. Amélioration de la communication sur le DSRP

		2003	2004	2005	Total
11.00	Experts et Consultants internationaux				
11.01	Consultant international				
11.99	Sous total				0
13	Personnel d'appui administratif				
13.01	Assistant administratif et financier				
13.02	Secrétaires				
13.03	Chauffeurs				
13.04	Nettoyeurs				
13.05	Gardiens				
13.06	Agent de service messager				
13.99	Sous total				0
14	VNU				
14.99	Sous total				0
15.00	Déplacements officiels				
15.01	Missions à l'intérieur	10	10	10	30
15.99	Sous total	10	10	10	30
16.00	Missions				
16.01	Mission d'évaluation				
16.99	Sous total				0
17.00	Personnel national				
17.50	Consultants nationaux	50	50	50	150
17.99	Sous total	50	50	50	150
17.99	TOTAL PERSONNEL				
20	Sous contrats				
21.01	Sous-contrat				
30	Formation				
31.01	Voyage d'étude				0
32.01	Formation en groupe	10	10	10	30
33.01	Séminaires	20	20	20	60
39.	Sous total	30	30	30	90
40	Matériel				
45.01	Equipements non fongibles				
45.02	Equipements fongibles				
50	divers				
51.00	Opérations d'entretien				
52.01	Rapports	20	20	20	60
53.01	Divers				
59	Sous total				
99.00	Total du budget	110	110	110	330

Effet 4. Amélioration des conditions de vie des populations rurales et urbaines handicapés par leVIH ou par d'autres types de handicapés et personnes du troisième âge chefs de famille

		2003	2004	2005	Total
11.00	Experts et Consultants internationaux				
11.01	Consultant international				
11.99	Sous total				0
13	Personnel d'appui administratif				
13.01	Assistant administratif et financier				
13.02	Secrétaires				
13.03	Chauffeurs				
13.04	Nettoyeurs				
13.05	Gardiens				
13.06	Agent de service/messager				
13.99	Sous total	0	0	0	0
14	VNU				
14.99	Sous total	0	0	0	0
15.00	Déplacements officiels				
15.01	Missions à l'intérieur				
15.99	Sous total	0	0	0	0
16.00	Missions				
16.01	Mission d'évaluation				
16.99	Sous total	0	0	0	0
17.00	Personnel national				
17.50	Consultants nationaux	0	0	0	0
17.99	Sous total	0	0	0	0
17.99	TOTAL PERSONNEL				
20	Sous contrats	90	90	90	270
21.01	Sous-contrat				
30	Formation				
31.01	Voyage d'étude				0
32.01	Formation en groupe	0	0	0	0
33.01	Séminaires	7	7	7	21
39.	Sous total	7	7	7	21
40	Matériel				
45.01	Equipements non fongibles				
45.02	Equipements fongibles				
50	divers				
51.00	Opérations d'entretien				
52.01	Rapports	5	5	5	15
53.01	Divers				
59	Sous total				
99.00	Total du budget	102	102	102	306

8.2. ANTENNES

Effet 5 . Amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles

		2003	2004	2005	Total
11.00	Experts et Consultants internationaux				
11.01	Consultant international				
11.99	Sous total				0
13	Personnel d'appui administratif				
13.01	Assistant administratif et financier				
13.02	Secrétaires				
13.03	Chauffeurs				
13.04	Nettoyeurs				
13.05	Gardiens				
13.06	Agent de service/messenger				
13.99	Sous total	0	0	0	0
14	VNU				
14.99	Sous total	0	0	0	0
15.00	Déplacements officiels				
15.01	Missions à l'intérieur	30	30	30	90
15.99	Sous total	30	30	30	90
16.00	Missions				
16.01	Mission d'évaluation				
16.99	Sous total	0	0	0	0
17.00	Personnel national				
17.50	Consultants nationaux	0	0	0	0
17.99	Sous total	0	0	0	0
17.99	TOTAL PERSONNEL				
20	Sous contrats	1 597	1 597	1 597	4792
21.01	Sous-contrat				
30	Formation				
31.01	Voyage d'étude				0
32.01	Formation en groupe	0	0	0	0
33.01	Séminaires	75	75	75	225
39.	Sous total	75	75	75	225
40	Matériel				
45.01	Equipements non fongibles				
45.02	Equipements fongibles				
50	divers				
51.00	Opérations d'entretien				
52.01	Rapports	5	5	5	15
53.01	Divers				
59	Sous total				
99.00	Total du budget	1707	1707	1707	5122

Tableau de synthèse du budget du programme

lignes budgétaires	rubriques budgétaires	2003	2004	2005	Total
11.99	Sous total consultants internationaux	0	0	0	0
13.99	Sous total personnel d'appui	54	54	54	162
14.99	Sous total VNU	0	0	0	0
15.99	Sous total Missions officiels	40	40	40	120
16.99	Sous total Missions d'évaluation	0	50	50	100
17.99	Sous total personnel national et consultants nationaux	150	150	150	450
20	Sous contrats	1687	1687	1687	5061
39.	Sous total formation	195	175	155	525
40	matériel	64	18	18	100
59	Sous total divers	61	61	59	181
99.00	Total du budget en millions de FCFA	2251	2235	2213	6699

Coût en dollars : 10.3061.538

Un dollar = 650 FCFA

IX. CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME

Objectif de développement :

L'objectif de développement du programme d'appui est de contribuer à la réduction de la pauvreté au Sénégal dans une perspective de Développement Humain Durable

Objectif du développement du millénaire servi : ERADIQUER LA PAUVRETE EXTREME			
Produits recherchés/Activités	Indicateurs de succès	Moyens de vérification	Facteurs externes
1. Les procédures de mise en œuvre du DSRP sont maîtrisées et améliorées			
Activités majeures			
1. le suivi de l'exécution des projets et programmes par les services dépeniers est mieux assuré	Amélioration des taux d'exécution des projets	Rapports de gestion, rapports d'activités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Allègement des procédures ➤ Respect des engagements financiers par le gouvernement ➤ Volonté des cibles à assurer leurs missions ➤ Qualité de veille stratégique et managériale de la CLP ➤ Volonté des cibles réussir leurs missions
2. le renforcement des capacités des personnels des services impliqués, au suivi des procédures est assuré	Réduction des lenteurs dans le traitement des dossiers	rapports d'activités	
3. l'information et la sensibilisation des décideurs sur les actions et mesures urgentes	Sensibilisation des cibles	compte rendu d'ateliers rapports d'activités	
4. les capacités de gestion macroéconomique et budgétaire sont assurées	Mis en place d'outils de gestion macrobudgétaires	rapports de suivi rapports d'activités existence des outils	
2. l'efficacité des actions de lutte contre la pauvreté est améliorée			
Activités majeures			
1. les stratégies de lutte contre la pauvreté développés par les projets et programmes sont harmonisées	Adéquation besoins des populations/services offerts	Rapport d'activités Notes techniques	Equipement du BCF Suivi exhaustif des projets et programmes
2. le renforcement des capacités du BCP du MDS est assuré	Le BCP remplit correctement sa mission	Rapport d'activités Plan d'actions annuel	

Objectif du développement du millénaire servi : ERADIQUER LA PAUVRETE EXTREME			
Produits recherché/Activités	Indicateurs de succès	Moyens de vérification	Facteurs externes
3. La mise en œuvre du DSRP est partagée par la société civile et par les acteurs			
<u>Activités majeures</u>			
1. élaboration du portail du développement.	Portail implémenté	Tester le portail	Matériel et logiciel disponibles
2. élaboration du SIG, du Site WEB.	SIG et Site Web implémentés	Tester et explorer le SIG et le site	Matériel et logiciel disponibles
3. édition du bulletin d'informations et des rapports annuels d'avancement	Bulletin édité et diffusé régulièrement		Large diffusion Régularité des éditions
4. élaboration et édition du RNDH	RNDH édité, diffusé régulièrement	Lancement du RNDH	Implication des ministères et de la société civile
5. observatoire national pour le suivi qualitatif de la pauvreté	Observatoire mis en place	Rapport d'étape Rapport de suivi-évaluation	Lieu d'implantation identifié
6. observatoires régionaux pour le suivi qualitatif de la pauvreté	Chaque région a son observatoire	Rapport d'étape Rapport de suivi-évaluation	Synergie avec les autres partenaires

Objectif du développement du millénaire servi : 1. COMBATTRE LE VIH-SIDA 2. ERADIQUER LA PAUVRETE EXTREME			
Produits recherché/Activités	Indicateurs de succès	Moyens de vérification	Facteurs externes
4. Un nombre important de micro-projets et Petites et Moyennes Entreprises sont financés et créent des revenus pour les personnes les plus vulnérables.			
<p>Activités majeures</p> <p>1. lutte contre la drogue à Dakar Banlieue</p> <p>2. promotion économique des personnes vivant avec le VIH dans les zones d'intervention</p> <p>3. Promotion économique des handicapés physiques et des personnes âgées ayant en charge des familles dans les zones d'intervention</p>	<p>Nbre de projes financés Nbre de personnes concernées</p> <p>Nbre de projes financés Nbre de personnes concernées</p>	<p>Rapports d'activités Conventions de financement</p> <p>Rapports d'activités Conventions de financement</p>	<p>Bonne utilisation du crédit ou du don Taux d'intérêt faible Projets rentables Contribution des bénéficiaires</p> <p>Bonne utilisation du crédit ou du don Taux d'intérêt faible Projets rentables Contribution des bénéficiaires</p>

Objectif du développement du millénaire servi : ERADIQUER LA PAUVRETE EXTREME			
Produits recherché Activités	Indicateurs de succès	Moyens de vérification	Facteurs externes
5. : Un nombre important de micro-projets et Petites et Moyennes Entreprises sont financés et créent des emplois..			
<p>Activités majeures</p> <p><u>Antenne de Saint-Louis</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Financement de micro-projets dans les CR de Gandon, Sakal, Nguène Sarr, 2. Mise en place d'ateliers d'embouche CR de Gandon, Sakal, Nguène Sarr, 3. Mise en place d'unités avicoles CR de Gandon, Sakal, Nguène Sarr, 4. Mise en place d'un étang Piscicole à Gandon 	<p>Nbre de microprojets financés par CR Montant financé par CR</p> <p>Nbre d'ateliers d'embouche /CR</p> <p>Nbre d'unités avicoles /CR</p> <p>1 étang piscicole mis en place</p>	<p>Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation</p> <p>Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation</p> <p>Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation</p> <p>Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité ➤ Participation et contribution des bénéficiaires ➤ Complémentarité des actions

Suite :

Activités majeures			
<u>Antenne de Fatick</u>			
1. Financement de micro-projets dans les CR de CR de Ngoye, Patar Sine, Niakhar Ngayokème Diakhao, Ndiob, Ouadiour, Malèm Hoddar,	Nbre de microprojets financés par CR Montant financé par CR Nbre de personnes concernées/CR	rapport de gestion des antennes Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité ➤ Participation et contribution des bénéficiaires ➤ Complémentarité des actions
2. Mise en place d'ateliers d'embouche CR de CR de Ngoye, Patar Sine, Niakhar Ngayokème Diakhao, Ndiob, Ouadiour, Malèm Hoddar,	Nbre d'ateliers d'embouche /CR Nbre de personnes concernées/CR Montant des financements/CR	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation rapport de gestion des antennes	
3. Mise en place d'unités avicoles CR de Ngoye, Patar Sine, Niakhar Ngayokème Diakhao, Ndiob, Ouadiour, Malèm Hoddar,	Nbre d'unités avicoles /CR Nbre de personnes concernées/CR Montant des financements/CR	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation rapport de gestion des antennes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité ➤ Participation et contribution des bénéficiaires ➤ Complémentarité des actions
4. Mise en place d'unités semi-industrielles de transformation de céréales dans les CR de Niakhar et de Diakhao	Nbre d'unités semi-industrielles /CR Nbre de personnes concernées/CR Montant des financements/CR	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation rapport de gestion des antennes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité ➤ Participation et contribution des bénéficiaires ➤ Complémentarité des actions
5. Mise en place d'une unité de transformation de pâte d'arachide dans le CR de Malem Hoddar	Une unité mise en place	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation rapport de gestion des antennes	
6. Mise en place d'unité de transformation de pain de singe dans le CR de Malem Hoddar	Une unité mise en place	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation	

Suite :

Activités majeures				
<u>Antenne de Tambacounda</u>				
1.	Financement de micro-projets dans les CR de Missirah, Dialcoto, Koussanar, Koumpétoum	Nbre de microprojets financés par CR Montant financé par CR Nbre de personnes concernées/CR	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation rapport de gestion des antennes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité ➤ Participation et contribution des bénéficiaires <ul style="list-style-type: none"> ➤ Complémentarité des actions
2.	Mise en place d'ateliers d'embouche CR de Koussanar, Koumpétoum	Nbre d'ateliers d'embouche /CR Nbre de personnes concernées/CR Montant des financements/CR	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation rapport de gestion des antennes	
3.	Mise en place d'unités laitières dans les CR de Missirah, Koussanar, Koumpétoum	Nbre d'unités laitières /CR Nbre de personnes concernées/CR Montant des financements/CR	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation rapport de gestion des antennes	
4.	Mise en place d'unités semi-industrielles de transformation de céréales dans la CR de Koumpétoum	Nbre d'unités semi-industrielles /CR Nbre de personnes concernées/CR Montant des financements/CR	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation rapport de gestion des antennes	
5.	Développement de l'apiculture dans la CR de Dialacoto	Nbre de personnes concernées/CR Montant des financements/CR		

Objectif du développement du millénaire servi : ERADIQUER LA PAUVRETE EXTREME			
Produits recherchés/Activités	Indicateurs de succès	Moyens de vérification	Facteurs externes
6. : Les compétences techniques et en gestion des bénéficiaires de projets sont améliorées			
Activités majeures Antenne de Saint-Louis 1. Formation technique des bénéficiaires du FAIL dans les CR de Gandon, Sakal, Nguène Sarr. 2. Formation en gestion des CIVD dans les CR de Gandon, Sakal, Nguène Sarr,	Nbre de sessions par thème Nbre de formés par session Nbre de sessions par thème Nbre de formés par session	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation de la formation Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation de la formation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité ➤ Participation et contribution des bénéficiaires <ul style="list-style-type: none"> ➤ Complémentarité des actions

Suite

Activités majeures Antenne de Fatick 1. Formation technique des bénéficiaires du FAIL dans les CR de Ngoye, Patar Sine, Niakhar Ngayokème Diakhao, Ndiob, Ouadiour, Malèm Hoddar, 2. Formation en gestion des CIVD dans les CR de Ngoye, Patar Sine, Niakhar Ngayokème Diakhao, Ndiob, Ouadiour, Malèm Hoddar	Nbre de sessions par thème Nbre de formés par session Nbre de sessions par thème Nbre de formés par session	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation de la formation Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation de la formation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité ➤ Participation et contribution des bénéficiaires ➤ Complémentarité des actions
--	--	--	--

Suite :

Activités majeures			
Antenne de Tambacounda			
1. Formation technique des bénéficiaires du FAIL dans les CR de Missirah, Dialocoto, Koussanar, Koumpétoum	Nbre de sessions par thème Nbre de formés par session	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation de la formation	➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité
2. Formation en gestion des CIVD dans les CR de Missirah, Dialocoto, Koussanar, Koumpétoum	Nbre de sessions par thème Nbre de formés par session	Rapport d'activités rapport de suivi-évaluation de la formation	➤ Participation et contribution des bénéficiaires ➤ Complémentarité des actions

Objectif du développement du millénaire servi : PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Produits recherchés	Activités	Indicateurs de succès	Moyens de vérification	Facteurs externes
7. : Les rendements agricoles sont accrues et le milieu naturel préservé				
Activités majeures				
Antenne de Saint-Louis				
	1. Vulgarisation des Techniques de RNA ² dans CR de Gandon, Mpal Nguène Sarr,	Nbre de séances de formation Nbre de producteurs appliquant les techniques de RNA	Rapports de formation Rapports d'activités Enquête CAP Rapport de suivi-évaluation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité ➤ Participation et contribution des bénéficiaires ➤ Complémentarité des actions
	2. Vulgarisation du Fourneau Ban Ak Suuf dans les CR de Gandon, Mpal Nguène Sarr	Accroissement du nbre de ménages utilisant le ban ak suuf	Rapports de formation Rapports d'activités Enquête CAP Rapport de suivi-évaluation	
	3. Vulgarisation des Fosses compostières dans les CR de Gandon, Mpal Nguène Sarr	Augmentation du nbre de fosses compostières/CR	Rapports de formation Rapports d'activités Enquête CAP	
	4. Production de semences dans les Gandon, Sakal, Nguène Sarr.	Accroissement du tonnage des semences produites	Rapport de suivi-évaluation	

² Régénérescence Naturelle Assistée

Suite :

Activités majeures			
<u>Antenne de Fatick</u>			
1. Vulgarisation des Techniques de RNA ³ dans CR de Ngayokème, Niakhar, Patar, Diakhao, Ouadiour	Nbre de séances de formation Nbre de producteurs appliquant les techniques de RNA	Rapports de formation Rapports d'activités Enquête CAP Rapport de suivi-évaluation	➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité
2. Vulgarisation du Fourneau Ban Ak Suuf dans les CR, Mpal Nguène Sarr, Ngayokème, Niakhar, Patar, Diakhao, Ouadiour)	Accroissement du nbre de ménages utilisant le ban ak suuf	Rapports de formation Rapports d'activités Enquête CAP Rapport de suivi-évaluation	➤ Participation et contribution des bénéficiaires ➤ Complémentarité des actions
3. Vulgarisation des Fosses compostières dans les CR de Ngayokème, Niakhar, Patar, Diakhao, Ouadiour	Augmentation du nbre de fosses compostières/CR	Rapports de formation Rapports d'activités Enquête CAP Rapport de suivi-évaluation	➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité
4. Production de semences dans CR de Ngayokème, Niakhar, Patar, Ouadiour et Malèm Hoddar	Accroissement du tonnage des semences produites	Rapports de formation Rapports d'activités Enquête CAP Rapport de suivi-évaluation	➤ Participation et contribution des bénéficiaires
5. Reboisement dans les CR de Niakhar, Patar, Diakhao,	Nbre d'hectares reboisés	Enquêtes SREF	➤ Complémentarité des actions
6. Mise en place de périmètres Maraichers dans les CR de Niakhar, Patar Sine, Diakhao,	Nbre de périmètres maraichers Nbre d'hectares	Rapports de formation Rapports d'activités Enquête CAP Rapport de suivi-évaluation	

Suite :

Activités majeures			
Antenne de Tambacounda			
1. Vulgarisation des Fosses compostières dans les CR de Missirah, Koussanar, Koumpétoum,	Augmentation du nombre de fosses compostières CR	Rapport d'activités Enquête CAP Rapport de Suivi-évaluation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation des communautés ➤ Volonté des communautés de promouvoir le développement de leur localité ➤ Participation et contribution des bénéficiaires ➤ Complémentarité des actions
2. Mise en place de périmètres Maraichers dans les CR de Missirah et Dialacoto	Nbre de périmètres maraichers Nbre d'hectares	Rapport d'activités Rapport de Suivi-évaluation	
3. Développement de l'arboriculture dans les CR de Missirah et Dialacoto	Nbre de vergers et de périmètres mis en place	Rapport d'activités Rapport de Suivi-évaluation	
4. Aménagement de la ferme des jeunes et des femmes de Koussanar (CR de Koussanar)	Une ferme mise en place à Koussanar	Rapport d'activités	
5. Diversification des cultures : sésame dans les CR de Koussanar et Koumpentoum	Augmentation des productions concernées	Rapport d'activités Enquête de la DRDR	
6. Intensification du sorgho dans le CR de Koussanar	Augmentation des rendements	Rapport d'activités Enquête de la DRDR	
7. Lutte contre les feux de brousse dans le CR de Koussanar	Baisse de la fréquence des feux de brousse	Rapport d'activités Enquête du SREF	

Objectif du développement du millénaire servi : 1. UNIVERSALISER L'EDUCATION PRIMAIRE 2. PROMOUVOIR LA PARITE GENRE 3. AMELIORER LA SANTE MATERNELLE 4. REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE			
	Indicateurs de succès	Moyens de vérification	Facteurs externes
8. : Infrastructures et équipements prioritaires réalisés			
Activités majeures <u>Antenne de Saint-Louis</u>			
1. Construction d'infrastructures scolaires dans le CR de Mpal	Nbre de salles de classes construites et équipées Nbre de latrines construites	Rapport d'activités Rapport de visites de terrain et de chantier	Participation et contribution des collectivités locales et des populations
2. Construction d'infrastructures sanitaires dans le CR de Mpal	Nbre de postes et de cases de santé construites et équipées	Rapport d'activités Rapport de visite de terrain et de chantier	Complémentarité avec le PDEF et le PDIS

Activités majeures <u>Antenne de Fatick</u>			
1. Construction d'infrastructures scolaires dans les CR de Diakhao, Ndiob, Malèm Hoddar	Nbre de salles de classes construites et équipées Nbre de latrines construites	Rapport d'activités Rapport de visites de terrain et de chantier	Participation et contribution des collectivités locales et des populations
2. Construction d'infrastructures sanitaires dans les CR de Diakhao, Ndiob, Malèm Hoddar	Nbre de postes et de cases de santé construites et équipées	Rapport d'activités Rapport de visite de terrain et de chantier	Complémentarité avec le PDEF et le PDIS

X. SYNOPTIQUE DE SUIVI DU PROGRAMME

Années	Janvier	février	mars	avril	Mai	juin	juillet	août	Septembre	octobre	Novembre	décembre
2002												
2003	Finalisation du DAP	Signature du DAP	Tripartite MEF/MDS/PNUD		Visites de terrain sous la supervision du MDS	Rapports trimestriels des antennes	Visites de terrain sous la supervision du MDS		<ul style="list-style-type: none"> • Rapports semestriels du programme • Visites de terrain sous la supervision du MDS 		<ul style="list-style-type: none"> • Visites de terrain sous la supervision du MDS • Elaboration des TDR de l'évaluation à mi parcours 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports trimestriels des antennes • Rapports semestriels Du programme • Rapport annuel du programme
2004	<ul style="list-style-type: none"> • Audit annuel des comptes du programme • Revue a mi parcours 	Tripartite MEF/MDS/PNUD	Visites de terrain sous la supervision du MDS		Visites de terrain sous la supervision du MDS		Visites de terrain sous la supervision du MDS		Visites de terrain sous la supervision du MDS		Visites de terrain sous la supervision du MDS	
2005	<ul style="list-style-type: none"> • Audit annuel des comptes du programme • Elaboration des TDR de l'évaluation finale 	Visites de terrain sous la supervision du MDS	Evaluation finale									
2006												

XI. TERMES DE REFERENCES DES EXPERTS

Titre du DAP : Programme d'appui du PNUD au DSRP
Code du DAP : Sen
Titre du poste : Expert national Economiste Coordonnateur technique
Lieu d'affectation : Dakar
Durée de l'engagement : 1 an renouvelable

1. Contexte

En appui aux politiques et stratégies mises en application dans le cadre du DSRP, le PNUD accompagnera le gouvernement dans la poursuite et l'approfondissement de la décentralisation, le dialogue des politiques nécessaire à la bonne conduite des politiques de développement humain et la prise en compte des objectifs du millénaire.

L'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre du PELCP-PNUD constitue le principal axe stratégique du programme. Il s'agit de consolider cette expérience en appuyant davantage sur la promotion des conditions d'existence durable.

La sous-traitance est un principe stratégique majeur dans la conduite de ce programme ainsi que le partenariat avec les bailleurs et organismes d'appui technique au développement à la base.

L'appui du PNUD dans le cadre du DSRP, conformément aux domaines de concentration retenus dans le Cadre de Coopération Pays (CCP), s'articule autour des composantes suivantes

- 1 Appui au pilotage du DSRP
- 2 Communication et Dialogue des politiques
- 3 Amélioration des revenus et des conditions de vie des populations pauvres

1. Description des tâches

Assurer la coordination technique de la mise en œuvre du programme d'appui

Titre du DAP : Programme d'appui du PNUD au DSRP
Code du DAP : Sen
Titre du poste : Expert national chargé des questions économiques
Lieu d'affectation : Dakar
Durée de l'engagement : 1 an renouvelable

Titre du DAP : Programme d'appui du PNUD au DSRP
Code du DAP : Sen
Titre du poste : Expert national chargé des questions sociales
Lieu d'affectation : Dakar
Durée de l'engagement : 1 an renouvelable

Titre du DAP : Programme d'appui du PNUD au DSRP
Code du DAP : Sen
Titre du poste : Expert national chargé des questions agro-
alimentaires et des questions de genre et de Sida
Lieu d'affectation : Dakar
Durée de l'engagement : 1 an renouvelable

Titre du DAP : Programme d'appui du PNUD au DSRP
Code du DAP : Sen
Titre du poste : Expert national manager d'antenne
Lieu d'affectation : Saint-Louis
Durée de l'engagement : 1 an renouvelable

Titre du DAP : Programme d'appui du PNUD au DSRP
Code du DAP : Sen
Titre du poste : Expert national manager d'antenne
Lieu d'affectation : Fatick
Durée de l'engagement : 1 an renouvelable

Titre du DAP : Programme d'appui du PNUD au DSRP
Code du DAP : Sen
Titre du poste : Expert national manager d'antenne
Lieu d'affectation : Tambacounda
Durée de l'engagement : 1 an renouvelable

III. CADRE DE RESULTAT (SUITE)

<p>Effet recherché N°2 : Amélioration des capacités nationales de suivi de la pauvreté et des inégalités en conformité avec les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)</p>			
<p>Stratégie de partenariat : Le dialogue de politique sur la lutte contre la pauvreté a connu un nouvel élan avec l'adoption du DSRP. Les efforts ainsi fournis ont conduit à un cadre cohérent de pilotage stratégique et d'intervention des partenaires dont l'absence a jusqu'ici limité la coordination des actions et le développement de partenariat pour l'atteinte des effets recherchés dans la lutte contre la pauvreté.</p>			
Produits recherchés	Indicateurs de succès	Activités majeures	Apports
<p>Produit N°1 :</p> <p>Capacités nationales de suivi de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté renforcées.</p>	<p>. Procès verbal de réception des équipements</p> <p>. Rapports d'enquêtes</p> <p>. Documents des études</p> <p>. Documents préparatoires et comptes rendus des ateliers</p> <p>. Rapport annuel sur la mise en œuvre de la stratégie Nationale de Réduction de la pauvreté.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition des équipements - Réalisation des enquêtes et des études - Organisation d'ateliers régionaux et nationaux 	

III. CADRE DE RESULTAT (SUITE)

<p>Effet recherché N°3 : Amélioration des capacités de la coordination opérationnelle des projets et programmes de lutte contre la pauvreté .</p>			
<p>Stratégie de partenariat : La mise en œuvre de l'assistance est basée sur l'approche programme ; ceci suppose une complémentarité/synergie de l'assistance des différents partenaires conduisant à la réalisation en phase des trois composantes : renforcement de capacités des collectivités locales, réalisation des infrastructures de base, développement des moyens d'existence durables. Dans ce contexte, un bénéfice sera tiré notamment de la coordination opérationnelle assurée par le Ministère du développement social : AFDS – PLCP/BAD. Par ailleurs, l'actualisation de l'UNDAF permettra de développer un mécanisme de co-financement avec les agences des Nations-Unies. Des effets de cofinancement avec le FEM et d'autres partenaires seront développés en ce qui concerne la préservation de l'environnement.</p>			
Produits recherchés	Indicateurs de succès	Activités majeures	Apports
<p>Produit N°1 :</p> <p>Un système de coordination opérationnel défini et mis en œuvre.</p> <p>Une matrice opérationnelle de réduction de la pauvreté définie et mise en œuvre dans chaque zone de concentration.</p> <p>Un mécanisme d'échange entre programmes et projets de lutte contre la pauvreté établi et fonctionnel.</p>	<p>.PV de réception des équipements.</p> <p>.Carte des interventions</p> <p>.Nombre de protocoles signés et exécutés.</p> <p>.Rapports de suivi/ évaluation</p>	<p>.Acquisition des équipements</p> <p>.Organisation d'ateliers de concertation dans les zones de concentration</p> <p>.Cartographie des interventions(programmes, projets, ONGs)</p> <p>.Définition de plates formes minimales pour l'exécution de différentes activités</p> <p>.Elaboration/ adoption et Exécution de protocoles d'accord</p> <p>.Suivi/évaluation des matrices</p> <p>.Etablissement d'un mécanisme d'échanges entre projets et programmes;</p>	

Produit N°2

Un recueil des meilleures pratiques de lutte contre la pauvreté élaboré et diffusé.

Une stratégie intégrée de communication entre projets et programme définie et mise en oeuvre

.Rapport de suivi/évaluation.

.Supports de communication ;

.Rapports des ateliers et séminaires de restitution et de validation

Collecte de données ;

Définition d'une stratégie de communication ;

.Réalisation de supports didactiques

.Suivi/ Evaluation.

2n*